

Veille & territoires

#291 Bulletin du 1er juillet 2021



► Les dynamiques territoriales du tourisme

État des lieux, recherche de nouveaux pôles touristiques et préconisations pour le renforcement de l'attractivité

Société centrale pour l'équipement du territoire (SCET), Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), 2021. 28 p.

Après une analyse macroéconomique des dynamiques territoriales à l'échelle de la France et des 13 régions métropolitaines, cette publication évoque comment favoriser l'émergence de nouveaux pôles touristiques pour créer une meilleure répartition des flux.

Un focus porte ensuite sur 7 territoires pouvant constituer des pôles touristiques émergents avant que soit présentée la forme que pourrait prendre un accompagnement de l'ANCT auprès des territoires.

► [L'étude](#)

CRTE

► Les clés pour réussir son contrat de relance et de transition écologique (CRTE)

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), juin 2021. 7 p.

Pour accélérer la relance et accompagner les transitions écologique, démographique, numérique et économique dans les territoires, le Gouvernement a souhaité proposer aux collectivités territoriales un nouveau type de contrat : le contrat de relance et de transition écologique. L'ANCT et ses partenaires proposent un guide mode d'emploi.

► Les contrats de relance et de transition écologique. Recommandations méthodologiques à partir de cinq expériences locales

Assemblée des communautés de France (AdCF) et Association des directeurs généraux de France (AdGCF), juin 2021. 10 p.

L'AdCF et l'AdGCF proposent une note méthodologique illustrée par des retours d'expérience de cinq intercommunalités. Sous forme synthétique, elle retrace la manière dont ces territoires ont mis en place la démarche CRTE et propose quelques premières recommandations. Cette note a vocation à être enrichie au fil des travaux d'élaboration du contrat.

Développement durable

► Collectivités locales, objectifs de développement durable et action climat

Observatoire Climate Chance et Ministère de la Transition écologique, juin 2021. 32 p.

Extrait du Bilan mondial de l'action climat des territoires 2021, ce rapport constitue un véritable outil pour l'action pour les collectivités territoriales françaises. Il propose un état des lieux précis des réalisations et des travaux menés par les collectivités locales en France et dans le monde et livre une analyse sur les liens entre l'action climatique – énoncée dans l'Objectif de développement durable n°13 – et les autres ODD.

► [Le rapport](#)

Développement économique

► **Résilience économique et disparité territoriale. Quelles leçons retenir de la crise de 2008 ?**

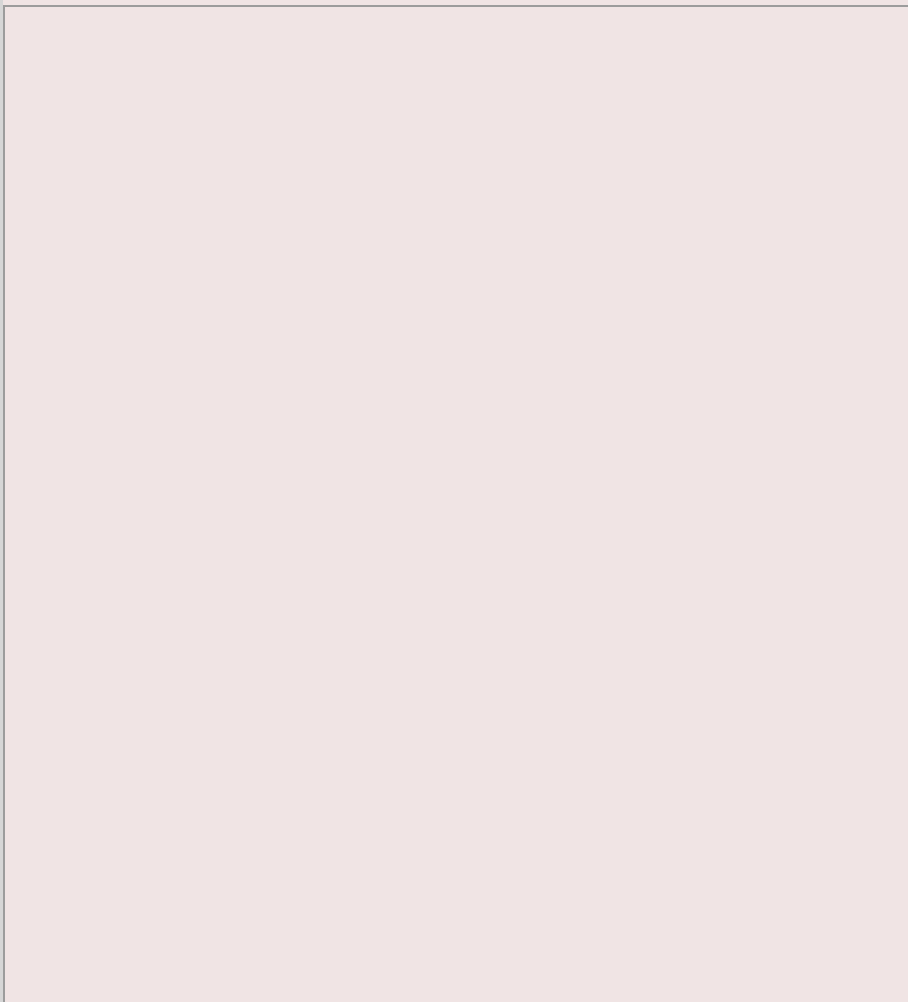
Magali Talandier et Yatina Calixte

***Revue d'économie régionale & urbaine*, 2021/3, juin 2021. pp. 361-396**

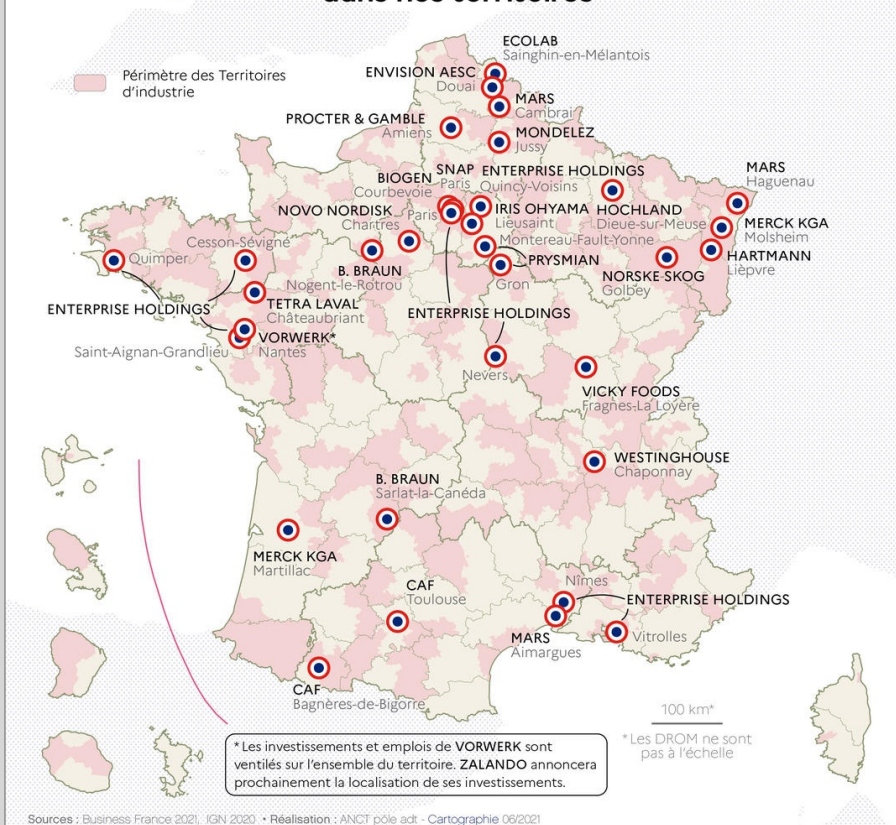
La crise économique de 2008 a été l'une des plus sévères que l'Europe ait connu jusque-là. L'impact de la crise a été extrêmement variable d'une région à l'autre au niveau européen, questionnant les enjeux de solidarité et de cohésion territoriale. Ainsi, alors qu'une nouvelle crise économique émerge suite à la pandémie de la Covid-19, tous les territoires n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'emplois de 2007. Dans ce contexte, l'article interroge la capacité de résilience économique des territoires, à l'échelle des intercommunalités de France métropolitaine. Le fait de disposer de dix années d'observation fine des variations de l'emploi privé nous permet de comparer l'intensité des pertes, puis les capacités de rebond, ainsi que d'introduire la temporalité de ces effets à travers la notion de cycle de résilience. Les résultats montrent la diversité des trajectoires économiques et les disparités territoriales en termes de résilience, questionnant dès lors les possibles impacts spatiaux de la crise actuelle.

Une carte, un focus

► **Choose France : 22 nouveaux projets d'investissements étrangers dans nos territoires**



22 nouvelles annonces d'investissements étrangers dans nos territoires



La quatrième édition du forum « Choose France » a permis de révéler 22 nouvelles annonces d'investissements étrangers dans nos territoires, la plupart en Territoires d'industrie.

► [Accédez à la version HD de cette carte dans la cartothèque ANCT](#)

Education

► Les inégalités territoriales en matière de résultats et de parcours scolaires

Variations selon le contexte régional, local et le type de territoire

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP-MENJS), Fabrice Murat.

In Géographie de l'École - édition 2021, juin 2021. pp. 91-99

En matière de caractéristiques sociales, de réussite et de parcours scolaire, les disparités territoriales en France sont particulièrement marquées. Afin de mesurer ces écarts, l'utilisation d'un maillage fin, celui des cantons, permet d'opérer des comparaisons pertinentes entre territoires et de caractériser les facteurs qui doivent être pris en compte pour mieux comprendre ces inégalités. La réussite scolaire n'est pas directement corrélée au milieu social. Le type de territoire joue également un rôle dans les écarts. Ce dossier est extrait de l'ouvrage "Géographie de l'École - édition 2021" qui décrit le système d'éducation et de formation afin de mettre en lumière les disparités territoriales.

► [Le dossier](#)

► [L'ouvrage complet « Géographie de l'École - édition 2021 »](#)

Gouvernance territoriale

► Passeurs de stratégies territoriales

FNAU, Programme POPSU, PUCA

***Traits d'agences*, n° 120, juin 2021. pp. 6-19**

Ce numéro de *Traits d'agences* offre des regards croisés sur la gouvernance territoriale au prisme des enjeux de mobilité, de transition alimentaire, de santé, de résilience, de justice spatiale... Ces analyses confirment la nécessité de transformer les politiques urbaines pour appréhender les territoires en systèmes d'interaction. Ces travaux sont une invitation conjointe à « sortir des cadres » pour explorer de nouveaux champs, associer de nouveaux acteurs territoriaux et aller vers des approches plus systémiques.

► **Note de recherche - Analyse théorique de la gouvernance dans un contexte de développement territorial**

Manu Tranquard

***Noréis*, 2020/4, n° 257. pp. 71-87**

La question de la gouvernance est devenue un incontournable dans la planification et la conduite des projets territoriaux, notamment au regard de l'aspiration des gestionnaires à vouloir inscrire ces démarches dans le cadre du développement durable (Gagnon, 1996 ; Lequin, 2000). Or les contours de la gouvernance territoriale apparaissent aujourd'hui comme davantage le fait d'une compilation de constats de terrain et d'une confrontation d'expériences pratiques que d'une élaboration a priori d'un modèle théorique. Ceci confère au concept de gouvernance une certaine plasticité qui n'aide pas nécessairement à sa compréhension ni à sa mise en œuvre optimale. Afin de clarifier le concept et d'en faciliter l'opérationnalisation, la mise en perspective des conditions d'émergence de la gouvernance et des diverses définitions qu'on lui a données composera la base de la présente réflexion. À défaut de constituer des modèles paradigmatiques tels qu'on les perçoit traditionnellement, diverses approches de la gouvernance existent. Les principales décrivent la gouvernance territoriale comme un outil actualisé de management public en plus d'être un vecteur de construction de la territorialité. La gouvernance territoriale a également vocation à s'inscrire dans le paradigme du développement durable. Elle se concrétise enfin grâce à une forme d'ingénierie territoriale dont nous présenterons les caractéristiques

Ingénierie

► **L'ingénierie privée en aménagement et urbanisme : une prothèse de l'ingénierie publique ?**

Nicolas Bataille

***Métropolitiques*, 21 juin 2021. 5 p.**

À partir d'une enquête ethnographique menée au sein d'une société privée d'ingénierie, Nicolas Bataille interroge les évolutions de ce secteur et met en perspective ses relations ambivalentes avec la sphère publique.

Métropoles

► **Métropoles : pour de nouvelles dynamiques territoriales**

Sénat - Françoise Gatel, Dominique Estrosi-Sassone, Michelle Gréaume et Sylvie Robert

***Rapport d'information*, n° 679, juin 2021. 58 p.**

Plusieurs lois territoriales de 2010, 2014 et 2015 ont conduit à la mise en place de 22 métropoles en France, 19 de droit commun et 3 à statut dérogatoire. Peut-on tirer un premier bilan de ces «intercommunalités XXL»? La métropole garantit-elle la réactivité et la performance de l'action publique, conformément au principe de subsidiarité en vertu duquel «les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon»? Les métropoles ont-elles, conformément à l'ambition initiale du législateur, conduit à un développement durable et solidaire des territoires environnants?

C'est pour répondre à l'ensemble de ces interrogations que les rapporteurs ont souhaité conduire le présent «rapport flash», dont les conclusions sont rendues publiques, à dessein, avant l'examen du projet de loi de déconcentration, décentralisation, différenciation et simplification, dit «3DS». Ce rapport s'articule

autour de cinq recommandations principales, dans le but d'étendre le champ de l'intérêt métropolitain et de favoriser une relation gagnant-gagnant entre les métropoles et leurs territoires voisins.

[► Le rapport](#) [► La synthèse](#)

Numérique

► Observatoire de l'accès au numérique en santé. Etat des lieux inédit des défis de l'inclusion numérique en santé en France

Fondation Roche, Croix-Rouge française, WeTechCare, juin 2021. 57 p.

Comment éviter que les inégalités d'accès au numérique se superposent aux inégalités d'accès aux soins et comment développer des services numériques en santé qui profitent à tous ?

À partir d'une enquête d'opinion conduite avec Harris Interactive auprès de 2 000 Français, d'entretiens avec les acteurs de l'inclusion numérique en santé, et au partenariat avec la Croix-Rouge française et WeTechCare, ce premier rapport de l'Observatoire de l'accès au numérique en santé pose un diagnostic inédit des perceptions et besoins des Français, à l'intersection des enjeux d'accès au numérique et d'accès à la santé.

► Villes, à vos données !

Institut Montaigne, 1er juillet 2021. 192 p.

La pandémie du Covid-19 a démontré l'importance du recueil et de la pleine exploitation des données sanitaires, sociales ou économiques par les pouvoirs publics pour bien gérer la crise. Cet enjeu, qui faisait l'objet d'une attention soutenue depuis plus d'une décennie déjà, est ainsi revenu sur le devant de la scène, s'imposant comme un facteur essentiel d'une action publique efficace. L'Institut Montaigne a voulu analyser ces évolutions, documenter les expériences conduites en France et à l'étranger, et dégager les leviers permettant le développement des meilleures solutions.

[► Le rapport](#) [► La synthèse](#)

Politique foncière

► De quoi le ZAN (zéro artificialisation nette) est-il le nom ?

Eric Charmes

***Fonciers en débat*, juin 2021**

Quels sont aujourd'hui les intérêts qui se cristallisent autour du soutien au ZAN ? Pourquoi cet objectif suscite-t-il un tel consensus ? Surtout, pourquoi a-t-il pris une telle place dans les politiques d'aménagement et d'urbanisme ? Ce texte propose quelques éléments pour répondre à ces questions. Suite à cette analyse, il souligne certains risques politiques de la réduction de l'artificialisation, notamment en matière de logements des catégories sociales modestes.

► Vers l'objectif de zéro artificialisation nette. Comment atteindre la sobriété foncière ?

Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)

***Les dossiers FNAU*, n° 50, mai 2021. 56 p.**

Cette publication de la Fnau rassemble des expériences conduites par des agences d'urbanisme avec leurs partenaires pour concourir à l'objectif de sobriété foncière. Sans visée d'exhaustivité, car notamment elle n'aborde pas tous les leviers qui seront indispensables (changement des modèles économiques de l'urbanisme, de l'agriculture, fiscalité...), ce dossier Fnau se veut source d'inspiration pour le débat et la mise en oeuvre en témoignant d'une diversité d'expériences de terrain, mais aussi de celle de nos voisins italiens, avec lesquels nous partageons les mêmes objectifs européens.

Réforme territoriale

► Fusion des régions : quels effets perceptibles par la population ?

Afin de simplifier le « millefeuille territorial » et d'atteindre une taille régionale suffisante à l'échelon européen, un redécoupage des régions a été décidé en 2015, impliquant la fusion des 22 anciennes régions administratives de France métropolitaine en 13 nouvelles régions. En vigueur depuis le 1er janvier 2016, ce découpage a été effectué de manière à réduire les disparités interrégionales en fusionnant notamment de grandes régions, « absorbantes », sur un plan administratif ou économique, avec des régions plus petites, « absorbées ». Dans le même temps, les compétences des nouvelles régions ont été élargies par la loi NOTRe. Une analyse portant sur les évolutions comparées du bien-être déclaré par les habitants des différentes régions concernées suggère, d'une part, que la fusion n'a pas eu d'impact négatif, et, d'autre part, que l'absorption a eu un impact positif à court terme. Les effets obtenus sont particulièrement prononcés pour une population plus mobile sur le marché du travail. Au niveau macroéconomique, le taux de chômage a davantage diminué dans les régions ayant fusionné. Ces éléments suggèrent que l'effet taille des nouvelles régions a pu favoriser un certain dynamisme économique ayant plus que compensé un éventuel sentiment d'appartenance régionale.

Santé

► La place des collectivités territoriales comme acteurs de la politique de santé publique

Sénat - Jean-Michel Arnaud, Roger Karoutchi

Rapport d'information, n° 712 (2020-2021), 24 juin 2021. 209 p.

Depuis un an et demi, la lutte contre la pandémie de Covid-19 constitue l'enjeu principal des politiques publiques. La mise en œuvre d'une réponse forte n'aurait pas été possible sans l'implication déterminée des collectivités territoriales. Elles ont répondu présentes à chaque fois que le besoin s'est fait sentir sur le terrain pour mettre en œuvre les décisions prises par l'État, souvent sans concertation. Elles ont également su apporter des réponses inédites aux besoins de la population, apparus ou aggravés avec l'état d'urgence sanitaire. En outre, elles apparaissent désormais comme un acteur à part entière de la politique de santé publique, qui, à l'évidence, doit prendre en compte d'autres dimensions que l'organisation du système de soins. Le temps est donc venu de tirer toutes les conséquences des mois écoulés à la fois en termes d'organisation que de répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales. Forte des auditions et consultations qu'elle a menées, la mission d'information formule des recommandations destinées à jeter les bases d'un nouveau pacte de confiance territorial.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► La santé et le bien-être dans les quartiers en renouvellement urbain. Outils et méthodes pour des projets favorables à la santé

Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru), juin 2021. 65 p.

Les enjeux liés à la santé sont apparus dans de nombreux projets de renouvellement urbain ces dernières années, pour appuyer l'installation d'une maison de santé, accompagner le repositionnement de professionnels de santé à proximité d'une pharmacie, évaluer l'impact de la pollution sonore et atmosphérique ou encore promouvoir des changements d'habitudes alimentaires autour des projets d'agriculture urbaine. L'objet de ce guide est de recenser et d'illustrer des initiatives et des projets déjà riches d'enseignement mais également d'encourager leur développement dans les mois et années à venir.

Tiers-lieux

► Le rôle des tiers-lieux dans les transitions urbaines - Dialogue croisé

Dans le cadre du réseau international de recherche « Habiter les villes de futur » (REHVIF), 11 juin 2021. Vidéo 2 h

L'essor des tiers-lieux est incontestable. Depuis quelques années, ces lieux mettent en

avant une relation particulière entre travail, espace et styles de vie. Dans le cadre de l'axe 3 « *Transitions numériques* » du réseau « *Habiter les villes de futur* », le webinaire a proposé un dialogue entre acteurs toulousains et étrangers pour questionner le rôle de ces dispositifs dans l'interaction d'acteurs et dans l'évolution des villes.

► [Visionner la vidéo](#)

Transition écologique

► **Entre transition agroécologique et évolution des modes de consommation, accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable. Synthèse de la rencontre du 19 février 2021**

IREV - Pierre-Edouard Martin et Pauline Auclair

Centre de ressources IREV, cycle "*Des quartiers en transition*" (séminaire #2), 23 juin 2021. 27 p.

Dans le cadre du cycle "Des quartiers en transition", cette deuxième rencontre a abordé le sujet de la transition sous le prisme de l'agriculture de demain, l'évolution des modes de consommation vers l'alimentation durable, ainsi que les enjeux de santé induits. Face aux effets de l'activité et du développement humain sur son environnement via l'agriculture intensive, la nécessité d'une transition alimentaire anime les débats actuels. Cette transition envisage une évolution vers des modes de productions qui permettent à la fois de nourrir les habitants en quantité et en qualité suffisante tout en préservant la planète et en étant économiquement viable. Ce qui interroge sur la garantie d'apporter aux populations issues des quartiers prioritaires un accès équitable à l'alimentation durable. Or, des difficultés sont préexistantes puisque les habitants de ces secteurs cumulent des indicateurs de fragilités alarmants en matière de santé publique. A cela s'ajoute la crise sanitaire actuelle qui met la question de la précarité / l'insécurité alimentaire à l'ordre du jour. Celle-ci souligne plus que jamais la nécessité pour les quartiers prioritaires d'être pleinement intégrés aux filières de circuit court/bio, et aux stratégies alimentaires territoriales globales plutôt que dans une optique d'urgence d'aide alimentaire. Cela implique de construire de nouveaux modes de gouvernance alimentaire territoriale qui incluent les potentiels des QPV tout en permettant de sensibiliser et de mobiliser les habitants de ces territoires spécifiques.

► [La synthèse](#)

► **Le train peut-il absorber les voyageurs des lignes aériennes intérieures en France ?**

Agathe Bounfour et Valentin Desfontaines, Réseau Action Climat France, juin 2021. 67 p.

Alors que le report des passagers de l'avion vers le train est débattu dans le cadre du Projet de Loi Climat quand une alternative en train existe en moins de 2h30, le Réseau Action Climat publie une étude montrant que la proposition initiale de la Convention Citoyenne pour le Climat de supprimer les vols en cas d'alternative en moins de 4h est possible.

► [L'étude](#)

Urbain

► **Cergy-Pontoise, la ville qui n'existait pas**

Martin Hirsch, Jean-Yves Jeandon, Loïc Vadelorge, Lionel Engrand, Hugo Bévort et al. (Invités)

France Culture, émission "*LSD, la série documentaire*", série "*Quand la ville aménageait le futur*", épisode 4, 17 juin 2021. Podcast de 55 mn.

Quand, en 1967, Bernard Hirsch fait la promotion tambour battant en une de Paris Match à l'appui de la future ville de Cergy-Pontoise, personne ne remarque cette chose extraordinaire : derrière lui, sur les images télévisées, rien. Ou plutôt des champs de betteraves et rien d'autre : Cergy-Pontoise n'existe pas. Elle n'est pour l'instant qu'une projection d'urbanistes, d'architectes et de grands commis d'Etat qui ambitionnent de faire surgir autour de Paris cinq villes de 200 000 habitants pour

régler tous les problèmes de la région parisienne.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2021 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)